**Affiché le 8 juillet 2020**

**PROCES VERBAL DE SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL**

**DE LA COMMUNE DE PECHBUSQUE DU 1er JUILLET 2020**

**L’an deux mille vingt, le 1ER juillet** à vingt heures trente, le Conseil Municipal de la Commune de Pechbusque légalement convoqué le 25 juin s’est réuni au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Monsieur Didier BELAIR, Maire

**Etaient Présents :**

Mesdames : Bérengère BONNET, Laurence DOUSSINET, Camille HERBULOT, Sophie MARTIN, Stéphanie REMAZEILLES.

Messieurs : Adelin BAIGET, Didier BELAIR, Anthony ELARBI, David GIROTTO, Pascal SAUVAGNAC, Pierre VAISSET, Jacques VENTRE.

 Etaient absents excusés : Mme Barbara WATIEZ

 Procurations : Mme Barbara WATIEZ donne pouvoir à Mme DOUSSINET Laurence

 Mr Anthony ELARBI a été élu secrétaire de séance.

**ORDRE DU JOUR**

**Ordre du jour :**

1. **Désignation d’un secrétaire de séance**
2. **Approbation du procès-verbal du 23 mai 2020**
3. **Délibération relative aux délégations consenties au Maire par le Conseil Municipal**
4. **Création de poste d’adjoint technique**
5. **Création de poste d’adjoint administratif 1ier classe**
6. **Approbation de la convention d’acquisition en commun d’un broyeur de végétaux**
7. **Désignation déléguée du Sivurs**
8. **Demande de subvention pour le remplacement de la toiture de la salle polyvalente**
9. **Approbation compte de gestion 2019**
10. **Taux d’imposition 2020**
11. **Compte administratif 2019**
12. **Budget primitif 2020**
13. **Attribution de subventions aux organismes de droit privé**
14. **Garantie d’emprunt-réitération de garantie**
15. **Commission communale des impôts directs**
16. **Amortissement des subventions d’équipement**

**Demande d’autorisation d’ajout d’un point à l’ordre du jour :**

**Monsieur le Maire sollicite l’autorisation d’ajouter le point suivant à l’ordre du jour :**

**Délibération relative à la Prime exceptionnelle COVID 19 Donnant la possibilité de verser une prime exceptionnelle aux agents des collectivités territoriales.**

**Le conseil Municipal après en avoir délibéré accepte à l’unanimité de ses membres présents et représentés, d’ajouter ce point**

**A l’ordre du jour**

**DELIBERATIONS**

1. **Désignation d’un secrétaire de séance**
2. **Approbation du procès-verbal du 23 mai 2020**
3. **Délibération relative aux délégations consenties au Maire par le Conseil Municipal**
4. **Création de poste d’adjoint technique**
5. **Création de poste d’adjoint administratif principal 1ier classe**
6. **Approbation de la convention d’acquisition en commun d’un broyeur de végétaux**
7. **Désignation déléguée du Sivurs**
8. **Demande de subvention pour le remplacement de la toiture de la salle polyvalente**
9. **Approbation compte de gestion 2019**
10. **Taux d’imposition 2020**
11. **Compte administratif 2019**
12. **Budget primitif 2020**
13. **Attribution de subventions aux organismes de droit privé**
14. **Garantie d’emprunt-réitération de garantie**
15. **Commission communale des impôts directs**
16. **Amortissement des subventions d’équipement**
17. **Prime exceptionnelle COVID 19**

**OUVERTURE DE SEANCE**

Le quorum étant atteint, la séance est ouverte sous la présidence de **Didier BELAIR, Maire.**

Est élu secrétaire de séance : **Monsieur Anthony ELARBI**

***Rapporteur : Adelin BAIGET, 1er adjoint***

*En application de la délibération du conseil municipal en date du 08 juin 2016 par laquelle le Conseil municipal a donné délégation au Maire pour exercer un certain nombre d’attributions en son nom et conformément aux articles L2122-22, L2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, il vous est donné communication, comme prescrit, des décisions que Monsieur le Maire a été amené à prendre*

Néant

### DELIBERATIONS

**DCM n°2020-24**

**Objet : Délibération relative aux délégations consenties au Maire par le Conseil Municipal**

M. le Maire expose que les dispositions du code général des collectivités territoriales (article L 2122-22) permettent au conseil municipal de déléguer au maire un certain nombre de ses compétences.

Dans un souci de favoriser une bonne administration communale et après en avoir délibéré, le Conseil municipal décide, pour la durée du présent mandat, de confier à Monsieur le Maire les délégations suivantes :

* **Délibération**

L’exposé entendu, les membres du conseil municipal décident :

* ***De dire que le maire est chargé, pour la durée du présent mandat, et par délégation du conseil municipal :***
* D'arrêter et modifier l'affectation des propriétés communales utilisées par les services publics municipaux ;
* De prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget ;
* De décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
* De passer les contrats d'assurance ainsi que d'accepter les indemnités de sinistre y afférentes ;
* De prononcer la délivrance et la reprise des concessions dans les cimetières ;
* D'accepter les dons et legs qui ne sont grevés ni de conditions ni de charges ;
* De fixer les rémunérations et de régler les frais et honoraires des avocats, notaires, huissiers de justice et experts ;
* De fixer les reprises d’alignement en application d’un document d’urbanisme ;
* D'intenter au nom de la commune les actions en justice ou de défendre la commune dans les actions intentées contre elle, dans les cas définis par le conseil municipal :
	+ - En défense devant toutes juridictions, y compris en appel et en cassation, à l’exception des cas où la commune serait elle-même attraite devant une juridiction pénale,
		- En demande devant toute juridiction de référé et devant toute juridiction de plein contentieux lorsque la commune encourt un risque de péremption d’instance ou de forclusion,
		- Dans tous les cas où la commune est amenée à se constituer partie civile devant les juridictions pénales.
* De régler les conséquences dommageables des accidents dans lesquels sont impliqués des véhicules municipaux dans la limite fixée par le conseil municipal ;
* De réaliser les lignes de trésorerie sur la base d’un montant maximum de 40000 € ;
* D'autoriser, au nom de la commune, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre
* De demander à l'Etat ou à d'autres collectivités territoriales l'attribution de subventions.
* ***De prendre acte que cette délibération est à tout moment révocable***
* ***D’autoriser que la présente délégation soit exercée par le suppléant du maire en cas d'empêchement de celui-ci***
* ***De prendre acte que le maire rendra compte à chaque réunion de conseil municipal de l'exercice de cette délégation***
* PAR 0 voix contre 0 abstention 15 voix pour

**DCM n°2019-25**

**Objet : Création de poste d’adjoint technique**

Monsieur Didier Bélair, Maire de la commune de Pechbusque informe le Conseil Municipal que :

Conformément à l’article 34 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, les emplois de chaque collectivité sont créés par l’organe délibérant de la collectivité.

Il appartient donc au Conseil Municipal de fixer l’effectif des emplois nécessaires au fonctionnement des services.

Afin de renforcer les effectifs du service scolaire dès la rentrée de septembre 2020, il convient de recruter un agent pour faire face à une réorganisation du service.

**Le Maire propose à l’assemblée :**

Dès le 1ier septembre 2020, la création d’un emploi d’adjoint technique à temps non complet, soit 28 /35ème pour les fonctions suivantes : apporter assistance aux enseignants, préparer et mettre en état les locaux et le matériel, assurer le service des enfants à la cantine et participer aux événements de l’année scolaire.

**Délibération :**

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l’unanimité décide **:**

* D’adopter la proposition du Maire,
* De modifier ainsi le tableau des effectifs

D’inscrire au budget les crédits correspondants

PAR voix pour 15 abstentions 0 voix contre 0

*Note du secrétaire de séance : néant*

**DCM n°2020-26**

**Objet : Création de poste adjoint administratif principal 1ier classe**

Monsieur Didier Bélair, Maire de la commune de Pechbusque informe le Conseil Municipal que :

Conformément à l’article 34 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, les emplois de chaque collectivité sont créés par l’organe délibérant de la collectivité.

Il appartient donc au Conseil Municipal de fixer l’effectif des emplois nécessaires au fonctionnement des services.

Monsieur le Maire expose aux membres du Conseil Municipal qu’un agent peut prétendre au grade d’adjoint administratif principal 1ère classe et qu’en conséquence il y a lieu de créer un poste d’adjoint administratif principal 1ère classe à temps non complet (28 heures) et de supprimer le poste d’adjoint administratif principal 2ième classe à temps non complet (28 heures).

 Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l’unanimité décide :

- La suppression d’un poste d’adjoint administratif principal 2ième classe à temps non complet au 1ier juillet 2020

- La création d’un poste d’adjoint administratif principal 1ière classe à temps non complet à compter du 1ier juillet 2020

PAR voix pour 15 abstentions 0 voix contre 0

*Note du secrétaire de séance : néant*

**DCM n°2020-27**

**Objet : Approbation de la convention d’acquisition en commun d’un broyeur de végétaux**

* Vu le code général des Collectivités Territoriales,
* Considérant que dans un souci de bonne gestion des deniers publics, les Communes de Aureville, Auzeville,

 Vigoulet-Auzil et Pechbusque envisagent l’achat mutualisé d’un broyeur de végétaux.

* Considérant qu’une convention doit être signée pour organiser les modalités de cette acquisition,

**Ouï cet exposé et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal**

* Autorise Monsieur le Maire à signer la convention de mutualisation d’un broyeur végétaux
* Dit que les crédits nécessaires seront inscrits dans le budget primitif 2020
* Autorise Monsieur le Maire à signer tous les documents nécessaires à l’application de la présente décision

PAR voix pour 15 abstentions 0 voix contre 0

 *Note du secrétaire de séance : néant*

**DCM n°2020-28**

**Objet : Désignation des délégués au Syndicat Intercommunal de la Restauration Scolaire**

* **Exposé des motifs**

A la suite des élections municipales du 15 mars 2020, il appartient aux communes de procéder à la désignation de leurs représentants au sein des assemblées délibérantes des établissements publics de coopération intercommunale aux dispositions des articles L 5211-6 et L 5211-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Un liquidateur a été désigné afin de finaliser les opérations de dissolution du SIVURS, le vote d’un budget 2020 étant nécessaire pour effectuer ces opérations, un nouveau conseil syndical doit donc être constitué suite aux élections municipales.

Monsieur le Maire précise qu’il est donc nécessaire de désigner de nouveaux délégués au SIVURS.

* **Délibération**

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal désigne :

* ***1 délégué titulaire : David Girotto***
* ***1 délégué suppléant : Laurence Doussinet***

PAR voix pour 15 abstentions 0 voix contre 0

 *Note du secrétaire de séance : néant*

**DCM n°2020-29**

**Objet : Demande de subvention pour le remplacement de la toiture de la salle polyvalente**

* ***Exposé des motifs***

La toiture de la salle polyvalente est endommagée, il est nécessaire de procéder au remplacement de la couverture. Un devis a été demandé à 3 entreprises. Nous avons retenu l’entreprise SARL Ramos qui nous a établi une estimation des coûts :

Le montant total des travaux s’élève à 24914 Euros

Vu les crédits inscrits au budget

* ***Délibération***

*L’exposé entendu, et après en avoir délibéré, le conseil municipal :*

* *Décide de réaliser les travaux visés en exposé des motifs*
* *Sollicite le Conseil Départemental pour une subvention au taux de 40 % du montant hors taxe de la dépense*
* *De financer cette opération sur le budget 2020 en section d’investissement*
* *Approuve le plan de financement suivant :*
* *Dépenses HT 20762.00 €*
* *TVA 4152.40 €*
* *Dépenses TTC 24914.40 €*
* *Subvention espérée 8304.80 €*
* *FCTVA 4087.00 €*
* *Autofinancement 8370.00 €*

***.***

PAR voix pour 15 abstentions 0 voix contre 0

*Note du secrétaire de séance : néant*

**DCM n°2020 -30**

**Objet :** **Approbation compte de gestion 2019**

* ***Exposé des motifs***

Le Maire rappelle que le compte de gestion constitue la reddition des comptes du comptable à l'ordonnateur. Il doit être voté préalablement au compte administratif.

Après s’être fait présenter le compte du comptable,

* ***Délibération***

L’exposé entendu et après en avoir délibéré, le conseil municipal

* ***Arrête et approuve le compte de gestion du trésorier municipal pour l'exercice 2019.***

***Ce compte de gestion, visé et certifié conforme par l'ordonnateur, n’appelle ni observation ni réserve de sa part sur la tenue des comptes.***

PAR voix pour 15 abstentions 0 voix contre 0

*Note du secrétaire de séance : néant*

**DCM n°2020-31**

**Objet :** **Compte administratif 2019**

* ***Exposé des motifs***

Après avoir entendu le rapport de Didier Belair,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2121-14, L.2121-21 et L.2121-29 relatifs à la désignation d’un président autre que le maire pour présider au vote du compte administratif et aux modalités de scrutin pour les votes de délibérations,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment son article L.2121-31 relatif à l’adoption du compte administratif et du compte de gestion,

Considérant que Didier Marty a été désigné pour présider la séance lors de l’adoption du compte administratif,

Considérant que Didier Belair, maire, s’est retiré pour laisser la présidence à Didier Marty pour le vote du compte administratif,

Délibérant sur le compte administratif de l’exercice 2019 dressé par l’ordonnateur,

Vu le compte de gestion de l’exercice 2019 dressé par le comptable,

* ***Délibération***

L’exposé entendu et après en avoir délibéré, le conseil municipal

* ***Approuve le compte administratif 2019, lequel peut se résumer de la manière suivante :***
* **Fonctionnement :**
* Dépenses : 570 321,82 €
* Recettes : 609 420,38 €
* Résultat de l’exercice : 39 098,56 €
* Excédent reporté : 85 356,57 €
* Résultat de clôture de l’exercice : 124 455,13 €
* **Investissement :**
* Dépenses : 334 241,49 €
* Recettes : 145 619,46 €
* Résultat de l’exercice : - 188 622,03 €
* Excédent reporté : 391 619,98 €
* Résultat de clôture de l’exercice : 202 997.95 €
* ***Constate les identités de valeurs avec les indications du compte de gestion***
* ***Arrête les résultats définitifs tels que résumés ci-dessus avec un résultat de clôture de 327 453,08 €***

PAR voix pour 15 abstentions 0 voix contre 0

*Note du secrétaire de séance : néant*

**DCM n°2020-32**

**Objet : Affectation du résultat de fonctionnement 2019**

* ***Exposé des motifs***

Après avoir examiné le compte administratif, statuant sur l'affectation du résultat de fonctionnement de l'exercice.

Constatant que le compte administratif fait apparaitre

* un excédent de fonctionnement de : 124 455.13 €
* ***Délibération***

Le Conseil municipal décide d'affecter le résultat de fonctionnement comme suit :

**Résultat de fonctionnement**

Résultat de l'exercice**:** 39 098.56 €

Résultat antérieur reporté : 85 356.57 €

**Résultat à affecter : 124 455.13 €**

Solde d'exécution d'investissement : 202 997.95 €

Besoin de financement : 18 746,00 €

**AFFECTATION : 124 455.13 €**

**Affectation en réserves article 1068 en recettes d’investissement :** 18 746.00 €

**Report en fonctionnement** : 105 709.13 €

* PAR voix pour 15 abstentions 0 voix contre 0

**DCM n°2020-33**

**Objet : Taux d’imposition 2020**

* **Exposé des motifs**

Vu le Code Général des Impôts,

Vu le projet de budget principal 2020,

Considérant la baisse significative des dotations de l’Etat et l’inflation,

* **Délibération**

Le Conseil Municipal, l’exposé entendu et après en avoir délibéré, décide :

* ***D’adopter les taux des trois taxes des impôts locaux sur la base des prévisions suivantes :***

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| * **Taxes**
 | **Taux 2019** | **Bases prévisionnelles 2020** | **Produit fiscal de référence** | **Taux proposés** | **Produit correspondant** |
| Taxes d’habitation | 6.20 % | 2 132 000 | 132 184.00 | 6.3240 % | 134 827.68 |
| Taxe foncière sur le bâti | 15.14 % | 1 161 000 | 175 775.40 | 15.4428 % | 179 290.91 |
| Taxe foncière sur le non bâti | 124.80 % |  11 100 |  13 852.80 | 127.2960 % |  14 129.86 |
| **TOTAL** |  | **3 304 100** | **321 812.20** |  | **328 248.45** |

* ***Charge Monsieur le maire de procéder à la notification de cette délibération à l'administration fiscale.***
* PAR voix pour 15 abstentions 0 voix contre 0

**DCM n°2020-34**

**Objet : Budget primitif 2020**

* ***Exposé des motifs***

Vu le Code Général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.1612-1 et suivants et L.2311-1 à L.2343-2,

Considérant l’exposé du Maire sur le budget résumant les orientations générales de celui-ci,

Considérant le tableau d’équilibre du Budget Général ci-dessous :

**FONCTIONNEMENT**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  | DEPENSES | RECETTES |
| Nouveaux crédits votés | 703 629,13 € | 597 920,00 € |
| 002 Résultat de fonctionnement reporté | 0 | 105 709,13 € |
| Total | 703 629,13 € | 703 629,13 € |

**INVESTISSEMENT**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  | DEPENSES |  RECETTES |
| Nouveaux crédits votés |  513 897,95 € |  329 646,00 € |
| Restes à réaliser |  652 000,00 € |  633 254,00 € |
|  001 Solde d’exécution d'investissement reporté |  |  202 997,95 € |
| Total | 1 165 897,95 € |  1 165 897,95 € |

**TOTAL DU BUDGET**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  | DEPENSES |  RECETTES |
|  | 1 869 527,08 € |  1 869 527,08 € |

* ***Délibération***

L’exposé entendu, les membres du conseil municipal :

* ***Approuvent le budget 2020 tel que présenté, avec reprise des résultats de 2019.***
* ***Précisent que le budget de l’exercice 2020 a été établi en conformité avec la nomenclature abrégée M14 pour le budget Communal***
* ***Autorisent le Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à l’exécution de la présente délibération***
* PAR voix pour 15 abstentions 0 voix contre 0

**DCM n°2020-35**

**Objet : Attribution de subventions aux associations**

* ***Exposé des motifs***

Vu les demandes de subvention déposées par les associations,

Vu les crédits inscrits au budget primitif 2020,

Considérant l’intérêt public local de l’association,

* ***Délibération***

***L’exposé entendu, les membres du conseil municipal :***

* ***Décident d’attribuer les subventions suivantes :***

|  |  |
| --- | --- |
| **Associations subventionnées** | **Montant** |
| ACCA | 330.00 € |
| APE Association Parents Elèves |  600.00 € |
| COC Club Omnisports Côteaux | 900.00 € |
| COMITE DES FETES | 700.00 € |
| MOSAIQUE | 1650.00 € |
| OCCE Ecole de Pechbusque | 3300.00 € |
| QUATRE VENTS | 400.00 € |
| **Total subventions** | 7680.00 € |

* PAR voix pour 15 abstentions 0 voix contre 0

**DCM n°2020-36**

**Objet : Garantie d’emprunt – Ligne de prêt n° 1326435 – Allongement de dette – Réitération de garantie**

* ***Exposé des motifs***

PROMOLOGIS S.A. D’HABITATION LOYER MODERE, ci-après l’Emprunteur, a sollicité de la Caisse des dépôts et consignations, qui a accepté, le réaménagement selon de nouvelles caractéristiques financières du prêt référencé en annexe à la présente délibération, initialement garanti par la commune de Pechbusque, ci-après le Garant.

En conséquence, le Garant est appelé à délibérer en vue d’apporter sa garantie pour le remboursement de ladite Lignes du Prêt Réaménagée.

La présente garantie est sollicitée dans les conditions fixées ci-dessous.

Vu les articles L. 2252-1 et L. 2252-2 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu l’article 2298 du code civil ;

* ***Délibération***

Le Conseil Municipal, l’exposé entendu et après en avoir délibéré, décide :

***Article 1 :***

*Le garant réitère sa garantie pour le remboursement de chaque Ligne du Prêt Réaménagée, initialement contractée par l’Emprunteur auprès de la Caisse des dépôts et consignations, selon les conditions définies à l’article 2 et référencée à l’Annexe « Caractéristiques Financières des Lignes du Prêt Réaménagé ».*

*La garantie est accordée pour chaque Ligne du Prêt réaménagée, à hauteur de la quotité indiquée à l’Annexe précitée, et ce jusqu’au complet remboursement des sommes dues (en principal, majoré des intérêts, intérêts compensateurs ou différés, y compris toutes commissions, pénalités ou indemnités pouvant être dues notamment en cas de remboursement anticipé) ou les intérêts moratoires qu’il aurait encourus au titre du prêt réaménagé.*

***Article 2 :***

Les nouvelles caractéristiques financières de la Ligne du Prêt Réaménagée sont indiquées pour chacune d’entre elles, à l’Annexe à compter de la date d’effet de l’avenant constatant le réaménagement, et ce jusqu’au complet « Caractéristiques Financières des Lignes du Prêt Réaménagées » qui fait partie intégrante de la présente délibération.

*Les caractéristiques financières modifiées s’appliquent à chaque Ligne du Prêt Réaménagée référencée à l’Annexe à compter de la date d’effet de l’avenant constatant le réaménagement, et ce jusqu’au complet remboursement des sommes dues.*

***Article 3 :***

*La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale de chaque Ligne du Prêt réaménagée jusqu’au complet remboursement des sommes contractuellement dues par l’Emprunteur, dont il ne se serait pas acquitté à la date d’exigibilité.*

*Sur notification de l’impayé par lettre simple de la Caisse des dépôts et consignations, le Garant s’engage à se substituer à l’Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.*

***Article 4 :***

*Le conseil s’engage jusqu’au complet remboursement des sommes contractuellement dues à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour en couvrir les charges.*

* PAR voix pour 15 abstentions 0 voix contre 0

**DCM n°2020-37**

**Objet : Commission Communale des Impôts Directs**

* **Exposé des motifs**

Vu l’article 1650 du Code Général des Impôts instituant une Commission Communale des Impôts Directs (CCID) composée du maire ou de son adjoint délégué et de six commissaires titulaires et six commissaires suppléants dans les communes de 2000 habitants ou moins ;

Considérant qu’une liste doit être dressée par le Conseil municipal. Cette liste se compose de 24 contribuables. Le Directeur Général des Finances Publiques de Midi-Pyrénées et de la Haute-Garonne désignera, dans cette liste, six commissaires titulaires et six commissaires suppléants ;

* **Délibération**

L’exposé entendu, les membres du conseil municipal décident de :

* Constituer la liste proposant les commissaires titulaires et les commissaires suppléants (24 noms) suivantes :

|  |
| --- |
| **COMMISSAIRES TITULAIRES DOMICILIES DANS LA COMMUNE** |
|  | **Noms** | **Adresse** | **Date de naissance** |
| 1 | MARAVAL Françoise | 10 Rue du Lauragais | 04/08/1964 |
| 2 | MARTY Cédric | 2 Rue Elise Deroche | 10/03/1980 |
| 3 | BACQUEYRISSE Anne | 8 Grand Rue de la Mairie | 03/10/1957 |
| 4 | GIROTTO David | 33 B Rue des Pyrénées | 30/11/1973 |
| 5 | FAVARO Bruno | 4 Cami Del Pendut | 04/02/1945 |
| 6 | BONNET Bérengère | 2 impasse du Pigeonnier | 25/01/1965 |
| 7 | BELAIR Didier | 3 Résidence de l’Enclos | 08/10/1951 |
| 8 | MARTY Didier | 7 Route des Côteaux | 25/10/1955 |
| 9 | PEREZ Bruno | 27 Rue du Pastel | 14/07/1955 |
| 10 | BONNHOMME Muriel | 25 rue de la Cocagne | 24/03/1976 |
| 11 | BOUE Bernard | 61 Route des Pyrénées | 26/01/1944 |
| 12 | ELARBI Anthony | 27 rue Elise Deroche | 24/07/1986 |
| **COMMISSAIRES SUPPLEANTS DOMICILIES DANS LA COMMUNE** |
|  | **Noms** | **Adresse** | **Date de naissance** |
| 1 | VENTRE Jacques | 21 Rue de l’Autan | 16/09/1960 |
| 2 | RAMEZANI Hossein | 21 Route des Pyrénées | 10/09/1945 |
| 3 | REMAZEILLES Stéphanie | 2 rue du Mont Vallier | 11/03/1975 |
| 4 | GUILLEMENOT Valérie | 79 Route des Côteaux | 30/06/1967 |
| 5 | PENDARIES Christian | 40 Rue de l’Autan | 05/10/1957 |
| 6 | DOUSSINET Laurence | 71 Route des Pyrénées | 17/07/1978 |
| 7 | COYER Serge | 2 Chemin des Femmes | 28/04/1954 |
| 8 | VAISSET Pierre | 4 Impasse du 19 Mars 1962 | 25/04/1959 |
| 9 | WATIEZ Barbara | 120 Route des Coteaux | 17/11/1975 |
| 10 | BAIGET Adelin | 6 Rue du Pastel | 16/03/1953 |
| 11 | AOUN André | 66 Route des Pyrénées | 09/07/1960 |
| 12 | SAUVAGNAC Pascal | 36 rue de l’Autan | 01/04/1971 |

* PAR voix pour 15 abstentions 0 voix contre 0

**DCM n°2020-38**

**Objet : Amortissement des subventions d’équipement**

* ***Exposé des motifs***

Vu l’article L2321- 28° du CGCT disant que les communes de moins de 3500 habitants ne sont pas contraintes de pratiquer l’amortissement de leurs immobilisations sauf pour les subventions d’équipement versées et enregistrées sur les comptes 204x :

Le versement d’une subvention d’équipement pour l’achat de matériel pourra être amorti sur 5 ans. Il conviendra de pratiquer un amortissement tous les ans dès la première année.

La subvention d’équipement versée pour la participation annuelle au financement du SDAN (Schéma Départemental Aménagement Numérique) sera totalement amortie au titre de l’exercice qui suit l’année de versement.

* ***Délibération***

L’exposé entendu et après en avoir délibéré, le conseil municipal décide

* ***Que cette opération fera l’objet d’une écriture d’ordre budgétaire***
* ***Que les crédits seront ouverts au budget primitif aux articles 6811 chapitre 042 (en dépenses de fonctionnement) et 2804…chapitre 040 (en recette d’investissement)***
* PAR voix pour 15 abstentions 0 voix contre 0

**DCM n°2020-39**

**Objet : Prime exceptionnelle COVID 19**

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Vu la loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d’urgence pour faire face à l’épidémie de Covid-19,

Vu la loi n° 2020-473 du 25 avril 2020 de finances rectificative pour 2020, en son article 11,

Vu le décret n°2020-570 du 14 mai 2020 relatif au versement d'une prime exceptionnelle à certains agents civils et militaires de la fonction publique de l'Etat et de la fonction publique territoriale soumis à des sujétions exceptionnelles pour assurer la continuité des services publics dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire déclaré pour faire face à l'épidémie de covid-19,

**Considérant** qu’une prime exceptionnelle peut être mise en place dans la fonction publique territoriale en faveur des agents pour lesquels l'exercice des fonctions a, en raison des sujétions exceptionnelles auxquelles ils ont été soumis pour assurer la continuité du fonctionnement des services, conduit à un surcroît significatif de travail, en présentiel.

**Considérant** que la présente délibération a pour objet mettre en place cette prime exceptionnelle pour les agents particulièrement mobilisés dont les fonctions ont nécessité un surcroit significatif de travail et une grande disponibilité.

**Considérant** que le versement de cette prime n’est pas reconductible, et doit être effectué en 2020.

Après en avoir délibéré, l’Assemblée délibérante décide :

**Article 1 :**

D’instaurer une prime exceptionnelle en faveur des agents particulièrement mobilisés pendant l’état d’urgence sanitaire, selon les modalités définies ci-dessous.

Cette prime sera attribuée aux agents ayant été confrontés à un surcroît significatif de travail, en présentiel, pendant l'état d'urgence sanitaire, soit du 24 mars au 10 juillet 2020 :

Cette prime exceptionnelle sera d’un montant maximum de 1000 €

Le niveau maximal des primes pourra être différent selon les services.

Le montant de cette prime sera proratisé en fonction du temps de travail de l’agent (temps partiel et temps non complet)

Elle sera versée au mois de Juillet 2020.

Elle est exonérée d'impôt sur le revenu et de cotisations et contributions sociales.

**Article 2 :**

D’autoriser le Maire à fixer par arrêté individuel le montant perçu par chaque agent au titre de cette prime exceptionnelle dans le respect des principes définis ci-dessus.

**Article 3 :**

De prévoir et d’inscrire au budget les crédits nécessaires au versement de ce régime indemnitaire.

* PAR voix pour 15 abstentions 0 voix contre 0

**Pour extrait certifié conforme**

**Pechbusque, le 3 juillet 2020**

La séance est levée à 23h30

 **Le secrétaire de séance**

 **Monsieur Anthony ELARBI**

*Conformément aux dispositions du Code de justice administrative, le tribunal administratif de Toulouse peut être saisi par voie de recours formé contre la présente délibération pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de la plus tardive des dates suivantes :-date de sa réception en Préfecture de Toulouse-date de sa publication et/ou de sa notification.*

*Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l’autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir soit :-à compter de la notification de la réponse de l’autorité territoriale, soit :-deux mois après l’introduction du recours gracie*